



Liberté ou dette publique

OLIVIER KESSLER

En ce temps de pandémie, l'inflation du budget de l'État est devenue la norme. Ce développement est dangereux.

Dans le contexte des mesures restrictives pour lutter contre la pandémie, les appels à une augmentation des aides de l'État se font de plus en plus entendre. Les fonds accordés ont pris une ampleur qui rend inévitable l'augmentation de la dette publique. Il est souvent souligné que la Suisse dispose encore d'une marge de manœuvre relativement importante à cet égard grâce au frein à l'endettement. C'est peut-être vrai. Mais doit-elle vraiment l'utiliser ?

L'argument le plus populaire en faveur de l'expansion de la dette publique est le suivant : L'État doit s'endetter pour stimuler l'économie. Lorsque le moteur économique tournera à nouveau, l'État pourra alors rembourser sa dette grâce à l'augmentation des recettes fiscales. Mais si vous cherchez des exemples concrets où ce prétendu remède a fonctionné, vous ne trouverez pratiquement rien : Très peu de dirigeants politiques sont disposés à rembourser leurs dettes en période de prospérité économique, car cela les obligerait à réduire leurs dépenses et à distribuer moins de cadeaux électoraux.

Des dettes dangereuses

Même Adam Smith avait mis en garde en son temps contre l'inflation de la dette publique : «Lorsque les dettes publiques ont atteint un montant excessif, il n'y a [...] guère d'exemple où elles ont été honnêtement et intégralement payées». En effet, l'histoire - y compris l'histoire récente - regorge d'exemples montrant que les économies périssent régulièrement à cause d'un endettement trop important. Rien que depuis 1980, il y a eu 90 faillites de 73 pays différents dans le monde.

Ces faillites souveraines ont généralement des conséquences fatales : Dans les faillites de pays souverains étudiées par le Fonds monétaire international (FMI) entre 1998 et 2005, les créanciers ont souvent dû annuler une proportion élevée de leurs créances - par exemple, 73 % en Argentine en 2001 et 82 % en Russie en 1998. Les créanciers étant essentiellement des banques et des investisseurs institutionnels, ces défauts de paiement font vaciller l'ensemble de l'économie : crise bancaire, crise financière, crise économique, chômage, faillite des institutions de retraite et d'assurance, réduction ou annulation des prestations sociales promises par l'État, etc.

Au bout de cette spirale négative, il y a habituellement une «réforme monétaire», qui n'est en fait pas une réforme du tout. Comme l'a fait remarquer l'économiste Roland Baader : «Rien n'est réformé, ni la manie de dépenser de l'État, ni la complicité de la banque centrale avec les politiciens, ni la frénésie polémique irresponsable des syndicats et des groupes d'intérêt, ni la mentalité d'envie et de corruption illimitée des citoyens. La seule chose qui change, c'est la richesse des citoyens».

Ce processus - bien qu'à des rythmes différents - se déroule toujours de la même manière : dans un premier temps, la population est de plus en plus étouffée par les impôts, jusqu'à ce que de nouvelles augmentations des impôts et des taxes entraînent une réduction des recettes fiscales ou rencontrent trop de résistance de la part des citoyens.

Puis, de plus en plus, l'arme secrète de la politique entre en jeu : l'expansion de la dette publique et l'expansion sans limite de la masse monétaire afin de maintenir les taux d'intérêt et donc les coûts de la dette artificiellement bas. Cette expropriation clandestine est ensuite pratiquée jusqu'à ce que finalement tout le monde s'aperçoive douloureusement du jeu qui se joue. L'expropriation des créanciers suit pour le remboursement complet des dettes nationales, qui est ensuite présenté comme une «réforme monétaire». Ensuite, ce «jeu» lugubre recommence. Toujours sur le dos de la population.

Les dettes nationales n'entraînent pas seulement des problèmes économiques, mais aussi une érosion de la liberté et de la solidarité. L'État n'a besoin de s'endetter que lorsqu'il accroît son périmètre d'action de façon irresponsable et ne peut pas couvrir ses activités par les recettes fiscales ordinaires. Une dette publique plus importante équivaut à une croissance gouvernementale non souhaitée par le contribuable et à une expansion des activités politiques au détriment des solutions privées, fondées sur le marché et la société civile.

Quand le léviathan étatique accumule un pouvoir discutable et s'immisce dans de plus en plus de domaines de la vie avec des interdictions et des réglementations, le champ de la liberté individuelle est simultanément réduit. Toutes les activités productives sont de plus en plus écrasées par la bureaucratie, et la dépendance des citoyens vis-à-vis de l'État augmente.

Finalement, l'expansion du budget due à l'endettement conduit progressivement à une course entre intérêts particuliers pour obtenir des subventions toujours plus généreuses. L'égoïsme de groupe est alors en plein essor : chaque groupe espère secrètement obtenir plus d'avantages aux dépens des autres, qu'il n'a à supporter lui-même en impôts, taxes et dépréciations dues à l'inflation. Dans le processus, la cohésion sociale s'atrophie car, avec la charge fiscale toujours plus lourde, les gens pensent qu'ils ont déjà fait assez pour le bien des autres, même si une grande partie de cet argent s'échappe quelque part dans la bureaucratie.

Aux dépens des générations futures

La solidarité entre les générations est également bafouée par l'endettement public. Parce qu'une dette nationale plus élevée signifie que nous dépensons plus d'argent que ce que nous avons gagné. De manière irréfléchie, nous transférons la charge sur nos enfants et petits-enfants, qui devront ensuite faire face au fait que nous avons vécu au-dessus de nos moyens. Même d'un point de vue éthique, la dette publique est donc à rejeter.

La question se pose maintenant de savoir si les décideurs ont la carrure et le bon sens pour rompre avec cette politique dangereuse et à courte vue de l'inflation étatique basée sur la dette, ou s'ils mettent en danger la paix, la liberté et la prospérité par ignorance, ou même sciemment. Bien que le frein à l'endettement présente de nombreux avantages, il ne suffit pas à garantir nos acquis à long terme. Nous devrions réfléchir dès que possible à des mécanismes supplémentaires qui nous permettent de demander davantage de comptes aux dirigeants politiques.

Olivier Kessler est directeur de l'Institut Libéral



Ce texte est disponible à l'adresse suivante : <https://www.libinst.ch/?i=liberte-ou-dette-publique--fr>

© Copyright 2021 **Institut Libéral**